

COMMISSION DE L'INTÉRIEUR,
DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET
DE LA FONCTION PUBLIQUE

COMMISSIE VOOR DE
BINNENLANDSE ZAKEN, DE
ALGEMENE ZAKEN EN HET
OPENBAAR AMBT

du

van

MERCREDI 23 FÉVRIER 2011

WOENSDAG 23 FEBRUARI 2011

Après-midi

Namiddag

La discussion des questions est ouverte à 14 h 29 par M. Ben Weyts, président.

Le **président**: La question n° 2602 de M. Devin est reportée.

01 Questions jointes de

- M. Éric Jadot à la ministre de l'Intérieur sur "la position du département de l'Intérieur concernant la mise en œuvre de 'zones P' dévolues à la prostitution de rue" (n° 2778)
- M. Éric Jadot à la ministre de l'Intérieur sur "le traitement policier de la prostitution de rue sur l'agglomération liégeoise" (n° 2779)

01.01 **Éric Jadot** (Ecolo-Groen!): L'existence d'une offre et d'une demande de services sexuels tarifés est une réalité face à laquelle les autorités communales piétinent. Concernant le traitement policier de la prostitution de rue, les polices zonale et judiciaire fédérale interviennent actuellement avec des approches différentes.

Quelle analyse faites-vous de l'appareil juridique actuel portant sur la prostitution de rue et le racolage? Pouvez-vous m'éclairer sur l'approche policière qui en découle? Confirmez-vous des différences de traitement et des quiproquos dans l'action des services de police?

Que pensez-vous des interventions récurrentes de la police zonale de Liège à des fins de traque des travailleurs et travailleuses du sexe? Quelle est l'utilité de ce type d'actions dès lors que le racolage ne donne plus lieu à des poursuites du parquet? Seriez-vous favorable à des modifications législatives?

Comment analysez-vous les thématiques croisées de la toxicomanie et de la prostitution? Une baisse de la criminalité du trafic de stupéfiants corrélée à la fermeture de salons et clubs se vérifie-t-elle? Envisage-t-on des synergies avec les entités actives auprès des personnes toxicomanes?

Quelle est l'analyse de votre département à propos de la mise en place de zones P? Cette approche, d'origine néerlandaise, serait-elle adaptable aux agglomérations belges?

01.02 **Annemie Turtelboom**, ministre (*en français*): Ces questions relèvent de la compétence des autorités judiciaires et, par conséquent, de mon collègue de la Justice.

01.03 **Éric Jadot** (Ecolo-Groen!): Ma question traitait aussi des rapports entre les polices et de l'action de la police fédérale! Il s'agissait de deux questions jointes.

01.04 **Annemie Turtelboom**, ministre (*en français*): Il s'agit d'une compétence des parquets et non de mon administration. Nous ne disposons pas de l'information nécessaire.

L'incident est clos.

Le **président**: La question n° 2780 de M. Jadot est transformée en question écrite.

02 Question de M. Koenraad Degroote à la ministre de l'Intérieur sur "la condition physique des fonctionnaires de police" (n° 2897)

02.01 Koenraad Degroote (N-VA): La condition physique des policiers ne fait plus l'objet de contrôles systématiques après leur entrée en service.

Cet aspect n'est-il dès lors plus examiné par la suite? A-t-on pris ou envisage-t-on de prendre des mesures visant à entretenir leur condition? La ministre envisage-t-elle l'instauration de contrôles objectifs réguliers? Dans l'affirmative, certaines conséquences y seront-elles rattachées?

02.02 Annemie Turtelboom, ministre (en néerlandais): Une étude scientifique a été réalisée en 2007 à la demande de la police fédérale dans le but, d'une part, de tester le projet de parcours fonctionnel proposé et, d'autre part, de développer une échelle normative permettant de contrôler la condition physique des policiers en vue d'établir des normes standardisées. Depuis janvier 2010, le parcours fonctionnel fait partie de la procédure de recrutement de nouveaux candidats pour le cadre opérationnel. Un groupe de travail procédera sous peu à une évaluation des résultats et analysera la possibilité d'utiliser ce parcours dans le cadre du suivi de la condition physique des policiers en service. Dans l'intervalle, les policiers sont encouragés de plusieurs façons à exercer un sport. De plus, une procédure a été prévue pour le contrôle de l'aptitude physique lorsque cet aspect est mis en doute chez un membre du personnel.

02.03 Koenraad Degroote (N-VA): Il me semble utile de tester les critères physiques en fonction de la fonction à assumer.

L'incident est clos.

Présidente: Myriam Delacroix-Rolin.

03 Questions jointes de

- **M. Ben Weyts à la ministre de l'Intérieur sur "la plainte contre M. Fernand Koekelberg, commissaire général de la police fédérale, pour détournement de fonds publics destinés aux services de police" (n° 2898)**

- **M. Peter Vanvelthoven à la ministre de l'Intérieur sur "les accusations anonymes portées contre le commissaire général, M. Koekelberg" (n° 2960)**

- **M. Servais Verherstraeten à la ministre de l'Intérieur sur "la plainte anonyme introduite auprès du Comité P contre le commissaire général de la police fédérale" (n° 2978)**

- **M. Jean Marie Dedecker à la ministre de l'Intérieur sur "le leadership du commissaire général de la police et les nouvelles accusations relatives à son comportement à la tête de la police" (n° 2980)**

03.01 Ben Weyts (N-VA): Dans une lettre anonyme au Comité P, le commissaire général Koekelberg et sa collaboratrice, Mme Sylvie Ricour, ont été accusés d'avoir utilisé de l'argent de la police pour des achats personnels, comme des sacs Delvaux. De même, des voyages au Qatar auraient été effectués dans le cadre de la candidature de M. Koekelberg au poste de vice-président du comité exécutif d'Interpol

La ministre peut-elle fournir des éclaircissements sur ce dossier?

La **présidente**: M. Vanvelthoven étant absent, sa question devient sans objet.

03.02 Servais Verherstraeten (CD&V): Dans l'intervalle, la ministre aurait déjà eu un entretien avec le commissaire général Koekelberg.

Qu'en a-t-il résulté? La ministre a-t-elle déjà pris des mesures? À combien s'élève le coût total des neuf voyages au Qatar et des divers achats effectués? Une enquête disciplinaire sera-t-elle menée? Existe-t-il, pour le personnel de police, des règles déontologiques relatives aux voyages à l'étranger et aux cadeaux d'affaires?

03.03 Jean Marie Dedecker (LDD): Ce n'est pas la première fois que le commissaire général Koekelberg est mis en cause.

Déontologiquement, comment justifier que d'aucuns se permettent d'entreprendre des voyages pour stimuler leur propre carrière aux frais du contribuable en emmenant tout un chargement de cadeaux d'affaires?

La promotion canapé des deux secrétaires du commissaire général Koekelberg a été régularisée entre-temps. Ce dernier a également demandé à la Cour constitutionnelle d'accorder au personnel Calog le même niveau salarial que le personnel de police. J'aimerais obtenir quelques informations complémentaires à ce sujet.

03.04 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): Samedi matin, le commissaire général m'a personnellement informé des voyages au Qatar. J'ai immédiatement demandé au Comité P de mener une enquête diligente et approfondie, de manière à rétablir rapidement la sérénité au sommet de la hiérarchie de la police. Il faut en effet pouvoir se prononcer promptement sur le caractère fondé ou non de la plainte anonyme et sur la suite qu'il faut y réserver. J'attends le rapport du Comité P avant de prendre de quelconques mesures.

Le commissaire général a été convoqué lundi à mon cabinet et il m'a, à cette occasion, remis une copie de la lettre anonyme et m'a fourni des explications. Mardi, il m'a transmis un rapport dans lequel il réfute l'ensemble des accusations ou apporte des explications. Ce rapport a également été transmis au Comité P.

À ma connaissance, il n'y a aucune nouvelle affaire en cours et le commissaire général me l'a confirmé.

Les deux ministres de tutelle et le ministre des Affaires étrangères ont été informés de la candidature posée auprès d'Interpol. Lorsqu'un compatriote exerçant une fonction au sein de la police ou à la Justice vise une fonction internationale pouvant constituer une plus-value dans la lutte contre la criminalité transfrontalière, il est du devoir des responsables politiques d'appuyer cette candidature. Il s'agit d'une fonction non rémunérée qui s'ajoute à celle de commissaire général.

Le commissaire général justifie sa compétence pour les actes de désignation par l'article 6 du statut. Il se réfère également à l'arrêté royal du 14 novembre 2006 relatif à l'organisation de la police fédérale et à l'arrêté royal du 2 mars 2007 relatif au service d'appui à la gestion. Il cite également l'arrêt de la Cour constitutionnelle n° 82/2009. Il ajoute que les membres du personnel concernés ont réussi l'examen de niveau. L'acte entre en vigueur, avec effet rétroactif, le 1^{er} octobre 2008.

Une personne occupant une haute fonction au sein de la police porte également une part de responsabilité par rapport à l'image de l'institution. Si cette même personne fait la une de l'actualité pour des faits sans aucun lien avec sa fonction, cela porte atteinte à l'image de la police. C'est pourquoi il faut que le Comité P dresse rapidement un rapport. J'ai également demandé au commissaire général de rédiger un code déontologique clair résumant les missions à l'étranger.

03.05 Ben Weyts (N-VA): Je suis préoccupé par l'absence de délais imposés au Comité P. Il est important de clarifier cette affaire dans les meilleurs délais.

Par ailleurs, j'estime que la ministre gonfle dans une large mesure l'importance de la fonction de vice-président du comité exécutif d'Interpol. Ce comité se réunit trois fois par an et ne justifie pas neuf voyages au Qatar avec 750 kilos de gadgets. Des directives générales claires s'imposent.

03.06 Servais Verherstraeten (CD&V): Un rapport s'impose en effet dans les meilleurs délais. J'espère que les enquêteurs, les membres du Comité P et les intéressés œuvreront dans la plus grande sérénité.

Je souscris aux propos de la ministre lorsqu'elle affirme que nous devons soutenir la candidature d'un Belge susceptible d'assumer une fonction internationale apportant une plus-value. Cette fonction ne doit cependant pas porter atteinte à la mission prioritaire de l'intéressé. J'espère que le code de déontologie sera général et couvrira davantage d'aspects que les voyages de service.

03.07 Jean Marie Dedecker (LDD): J'aurais aimé savoir ce qu'a coûté ce quasi-déménagement au Qatar.

La ministre plaide, à juste titre, pour la sérénité au sommet de la police, mais la sérénité fait défaut depuis un bon moment. Combien de temps le feuilleton Koekelberg durera-t-il encore? L'estompement des normes et la culture de la cupidité sont toujours bien présents. L'agent sur le terrain bénéficie-t-il, de la part du Comité P, du même traitement que le sommet de sa hiérarchie? Par exemple, M. Koekelberg a reçu de ce comité des documents qui ne sont, en principe, pas diffusés.

Je ne comprends toujours pas vraiment comment on peut passer du niveau D au niveau A. La nomination des secrétaires avait été, en son temps, annulée par le ministre Dewael. Cette procédure n'était pas correcte : elle aurait dû émaner du commissaire général en personne. C'est la seule et unique raison qui a amené le Conseil d'État à rétablir les intéressées dans leurs fonctions. Aujourd'hui, j'apprends que cette décision a même été assortie de la rétroactivité. Elles ont perçu des primes avec effet rétroactif depuis leur entrée en service alors que les examens n'ont été organisés que plus tard. Comment une personne peut-elle percevoir un traitement pour une fonction pour laquelle elle n'atteint le niveau ad hoc qu'ultérieurement? Ceci demande quelques mots d'explication.

03.08 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): Dès que je disposerai des données relatives au coût, je les communiquerai à la commission.

J'ai demandé l'élaboration d'un code de déontologie spécifique pour les voyages de service, car c'est devenu manifestement une nécessité. Il existe déjà un code général de déontologie pour les agents de police. Ce code indique par exemple très clairement quelles activités peuvent ou non être cumulées avec une fonction de police.

La candidature d'un Belge à une fonction internationale peut représenter une valeur ajoutée pour le service où il travaille et c'est certainement le cas de la police où le fait de pouvoir s'appuyer sur un réseau international est très important. Une telle candidature mérite d'être soutenue, mais il faut bien sûr que les coûts restent en rapport avec les avantages escomptés.

La rétroactivité est basée sur un arrêt de la Cour constitutionnelle datant de 2009.

L'incident est clos.

Président: Ben Weyts.

04 Question de M. Olivier Deleuze au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le circuit d'injection d'eau de sécurité des centrales nucléaires" (n° 2827)

04.01 Olivier Deleuze (Ecolo-Groen!): La société EDF vient de découvrir qu'en France, dans tous les réacteurs de 900 MW, des problèmes se posent dans le circuit d'injection d'eau de secours. Si jamais celui-ci devait être enclenché, l'eau de secours ne serait pas distribuée convenablement dans le circuit primaire. Cela pourrait occasionner des défaillances dans le réchauffement du réacteur.

En Belgique, à mon sens, cinq des sept réacteurs présentent des analogies avec les 34 réacteurs français dans lesquels ce défaut a été constaté.

Des analyses des circuits d'injection de haute sécurité ont-elles été réalisées en Belgique? Quels en sont les résultats?

04.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en français*): L'anomalie que vous évoquez a été classée par l'Autorité de sûreté nucléaire française au niveau 1, le plus bas de l'échelle INES (qui en compte 7). Cette anomalie porte sur une incertitude de mesure du débit, mais pas sur une absence de débit dans l'injection de sécurité, ni sur le refroidissement du réacteur.

La situation belge n'est *a priori* pas équivalente à celle des réacteurs PWR français. L'instrumentation qui doit être utilisée en cas d'accident a fait l'objet de tests de qualification et est régulièrement contrôlée. En outre, des études ont été produites pour confirmer que les incertitudes relatives à cette instrumentation sont compatibles avec les hypothèses prises en compte dans les études d'accident.

Néanmoins, et comme chaque fois qu'un événement sur le plan national ou international met en évidence un problème potentiel de sûreté, une analyse d'applicabilité aux centrales belges est réalisée.

L'AFCN ainsi que son support technique Bel V sont au courant de l'anomalie identifiée en France, grâce à un processus de retour d'expériences internationales. L'AFCN et Bel V vont vérifier les évaluations de l'exploitant belge et attendent les conclusions de l'analyse en cours en France.

04.03 Olivier Deleuze (Ecolo-Groen!): Avez-vous une idée de la date à laquelle ces études de l'AFCN et de Bel V seront réalisées?

04.04 Annemie Turtelboom, ministre (*en français*): Je me renseigne et vous donne la réponse par mail.

L'incident est clos.

05 Question de M. Jan Van Esbroeck à la ministre de l'Intérieur sur "le recrutement problématique de volontaires par les services d'incendie" (n° 2956)

05.01 Jan Van Esbroeck (N-VA): Il est de plus en plus difficile de recruter des pompiers volontaires. Il me revient qu'un montant d'un million d'euros a été dégagé pour une nouvelle campagne de recrutement à l'automne. Pourvu que cela puisse quelque peu remédier au problème.

Combien de pompiers volontaires manque-t-il dans l'ensemble du pays? La pénurie est-elle plus importante dans certaines régions? Peut-on envisager d'apporter une série de modifications statutaires pour rendre de nouveau le statut de pompier volontaire plus attrayant?

05.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): Il est difficile de chiffrer la pénurie. Un arrêté royal fixe les normes minimales pour le nombre de pompiers opérationnels. Les communes peuvent augmenter ce cadre en fonction de risques propres. Les corps de pompiers volontaires, surtout, ne répondent pas aux normes minimales mais le phénomène ne présente pas un caractère régional. Apparemment, les communes ne parviennent pas toujours à établir le contact avec les volontaires potentiels ou à les convaincre. C'est pourquoi je souhaite placer les volontaires sous les feux des projecteurs au niveau national. Un marché public sera lancé pour le développement du matériel de promotion, que les différents corps pourront utiliser pour organiser leur propre campagne de recrutement. Les outils de communication seront conçus dans l'optique de campagnes de recrutement durables et à long terme pour les prochaines années. Les représentants des services d'incendie seront associés à la phase de préparation.

Le statut des pompiers volontaires n'est que partiellement réglé. Nous préparons une réglementation plus vaste, qui délimitera plus précisément leurs droits et leurs obligations, dans le cadre de la réforme de la Protection civile. La relation entre les communes et les employeurs des pompiers volontaires sera aussi examinée dans ce contexte.

05.03 Jan Van Esbroeck (N-VA): Les communes peuvent donc accroître le nombre minimum de volontaires à leurs propres risques, mais pas réduire ce nombre?

05.04 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): Exactement. Il y a des communes qui n'atteignent pas le nombre minimum mais cela ne dépend pas de la région. Lorsqu'il y a une pénurie, elle est souvent liée à la dynamique du corps et aux possibilités locales de recrutement de volontaires. Dans les communes où l'emploi local est important, la situation est souvent plus facile que dans les communes où tous les habitants vont travailler loin de leur domicile.

L'incident est clos.

06 Question de M. Theo Francken à la ministre de l'Intérieur sur "l'incendie bouté au centre d'asile 127bis" (n° 2915)

06.01 Theo Francken (N-VA): Ces derniers jours des incidents se sont produits dans les quatre institutions fermées. Les incidents les plus graves ont eu lieu à Steenokkerzeel. Les personnes qui ont manifesté devant les centres fermés sont membres du groupement anarchiste d'extrême gauche No Border Network, qui

souhaite mettre en œuvre coûte que coûte la politique de frontières ouvertes.

Le risque est-il réel que les militants organisent de nouvelles actions? Ils ont en tout cas atteint leur objectif, car ils ont aidé un Algérien à s'échapper et le centre a été saccagé. Les militants ont-ils été identifiés et arrêtés? Ont-ils déjà été impliqués dans des incidents antérieurement? Les services de police et de sécurité étaient-ils informés des contacts téléphoniques entre les militants et les demandeurs d'asile? Quelles directives la ministre a-t-elle données aux services de police et de sécurité pour éviter de telles actions à l'avenir? Une concertation sera-t-elle organisée entre la police et la Sûreté de l'État?

06.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): Les manifestants n'ayant pas franchi la clôture du centre fermé, aucun d'entre eux n'a été identifié ni arrêté. La police locale était sur place. Les services de police n'ont pas connaissance de contacts téléphoniques. Il se pourrait qu'il y ait un lien entre la manifestation et les émeutes à l'intérieur du centre mais la matérialité de ce lien ne peut être démontrée. Si l'Office des Étrangers ou le personnel du centre avait la preuve qu'un tel lien existe, la police pourrait enquêter.

Le corps d'intervention de la police fédérale a été mobilisé pour rétablir l'ordre dans le centre. L'autorisation de manifester est toujours donnée par le bourgmestre et repose sur un équilibre entre la liberté d'expression et la sécurité publique.

06.03 Theo Francken (N-VA): Il a été dit dans la presse que certains manifestants ont pu pénétrer dans l'enceinte du centre mais cela n'est pas exact.

L'incident est clos.

07 Question de Mme Zoé Genot à la ministre de l'Intérieur sur "le vote électronique et le prototype adopté pour les prochaines élections communales de 2012" (n° 2949)

07.01 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): Je lis dans une dépêche Belga du 11 février que "le marché public pour le développement d'un nouveau système de vote électronique a été attribué par le gouvernement fédéral en affaires courantes, le 1^{er} février dernier". Ce prototype sera adopté si les tests s'avèrent positifs.

Quels sont les critères qui ont déterminé le choix du prototype? Quel en sera le coût? Que prévoit ce système pour assurer le contrôle démocratique effectif et efficace du vote? Comment garantir le secret du vote? Est-il prévu d'associer le Parlement à l'évaluation du prototype après les tests? Quelles entités fédérées sont-elles intéressées?

07.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en français*): Un débat sur l'avenir du vote électronique en Belgique s'est tenu au Parlement fédéral de mai à juin 2008. À l'issue de ce débat, le Parlement a adopté une résolution invitant le gouvernement à organiser une expérience de vote électronique amélioré. Le Conseil des ministres du 25 juillet 2008 a ensuite chargé le ministre de l'Intérieur de signer, avec les Régions qui le souhaitaient, un accord de coopération prévoyant le lancement d'un marché public à cette fin.

Initialement, seule la Région flamande avait signé cet accord. La Région de Bruxelles-Capitale a toutefois fait part récemment de son intention de souscrire à l'accord.

Le 1^{er} février 2011, le marché a été attribué à la firme Smartmatic, qui dispose d'un délai de soixante jours pour développer un prototype.

L'identité de l'électeur ne sera, à aucun moment, enregistré par le système, de façon à respecter le secret du vote.

Lorsque le prototype aura été développé, l'État fédéral et les Régions disposeront d'un mois pour tester le système et proposer des améliorations. Il est déjà prévu d'y associer les parlements concernés.

Si l'évaluation se révèle concluante, le nouveau dispositif de vote électronique sera proposé aux Régions et aux communes intéressées. Il sera alors possible d'estimer le coût du nouveau système. La Région wallonne pourra alors adhérer à l'accord.

07.03 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): Je vous ai demandé quel était le coût exact et vous me répondez qu'il ne pourra être évalué qu'après cette étape. J'espère qu'on le connaît. Sinon, cette façon de travailler serait très inquiétante.

07.04 Annemie Turtelboom, ministre (*en français*): J'ai le budget pour les coûts de développement. Je vous enverrai les détails par écrit. Par contre, pour l'élaborer, je dois savoir qui va s'inscrire dans ce projet.

07.05 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): Il y a deux aspects importants dans le développement de cette réflexion. Premièrement, la question du contrôle démocratique. Deuxièmement, la question du coût.

L'incident est clos.

08 Question de M. Jan Van Esbroeck à la ministre de l'Intérieur sur "les problèmes linguistiques au sein des services de secours" (n° 2977)

08.01 Jan Van Esbroeck (N-VA): Le personnel du central 100 de Louvain a entamé une grève du zèle il y a déjà plusieurs semaines, notamment pour obtenir une prime de bilinguisme. Le personnel n'est pas légalement obligé de connaître le français, mais dans les services de secours, un manque de connaissances de la seconde langue nationale peut avoir des conséquences désastreuses.

Il existe d'ailleurs de nombreux services où le bilinguisme est une obligation et dont le personnel touche une prime, alors que dans la pratique, ce bilinguisme n'y est pas toujours opérationnel.

Quelles initiatives la ministre compte-t-elle prendre afin d'accéder à la demande justifiée du personnel? Comment entend-elle par ailleurs favoriser la connaissance des langues au sein des services de secours en général?

08.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): Le personnel a toujours été recruté par les communes qui doivent respecter la législation linguistique à l'échelon communal. Des démarches sont entreprises pour fédéraliser cette catégorie de personnel, mais dans ce domaine aussi, le régime des affaires courantes occasionne des retards. Dès que ces agents auront le statut d'agents fédéraux, ils pourront participer à l'examen linguistique et percevoir une prime de bilinguisme.

Les centraux 100 comptent également parfois des pompiers recrutés par la commune et qui sont dès lors confrontés aux mêmes problèmes.

La semaine dernière, en séance plénière, nous avons débattu de la loi-cadre sur les centres 112: les appels peuvent être reçus dans les trois langues nationales et en anglais. Mes services étudient quels sont les moyens nécessaires à cet effet.

08.03 Jan Van Esbroeck (N-VA): Nous devons essayer de répondre aux préoccupations des secouristes et des pompiers.

L'incident est clos.

09 Question de M. Georges Gilkinet à la ministre de l'Intérieur sur "les missions de police technique et scientifique confiées à la police locale de Charleroi" (n° 2954)

09.01 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Le quotidien *La Nouvelle Gazette* du lundi 7 février 2011 indique que cinq membres de la police locale de Charleroi ont été formés pour des tâches limitées de police technique et scientifique (PTS), dans lesquelles ils suppléeraient la police judiciaire fédérale. Il ne serait pas exclu qu'ils étoffent leurs missions quand ils auront acquis de l'expérience.

La police locale aurait ainsi répondu à la demande du procureur du Roi de Charleroi constatant le manque important de personnel au laboratoire de PTS de la police judiciaire fédérale de Charleroi.

Alors que la police de Charleroi manque d'effectifs et réclame des moyens au niveau fédéral, estimez-vous opportun qu'elle s'investisse dans des missions qui relèvent de la police judiciaire fédérale, au détriment de

ses missions de base? Un financement fédéral de ces missions nouvelles est-il prévu?

Comment le travail de techno-prévention des cinq membres de la police locale formés à la PTS s'articulera-t-il avec le travail des techno-préventionnistes de cette même police? Doit-on conclure que cette initiative n'est pas limitée dans le temps?

Est-il prévu, à court ou moyen terme, de répondre au manque d'effectifs en matière de police technique et scientifique de la police judiciaire fédérale ou doit-on craindre que l'on règle ce problème en confiant de nouvelles missions aux polices locales qui devront en supporter le coût?

Alors que la police fédérale est destinée à apporter un appui à la police locale, c'est, ici, la police locale qui appuie la police fédérale. N'y a-t-il pas là un risque d'affaiblir encore les moyens des polices locales et de mettre à mal le fonctionnement intégré de la police?

09.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en français*): Aucun financement fédéral spécifique n'a été convenu pour soutenir la zone de police, sauf que les moyens du labo de la police judiciaire fédérale (PJF) de Charleroi sont mis à disposition des cinq collègues de la zone de police. Outre le fait qu'ils sont physiquement installés dans les locaux de la PJF, ils disposent de véhicules, de gsm et du matériel de la police fédérale pour effectuer leurs missions.

Il appartient aux autorités de la zone de police de Charleroi de décider si les missions de la police technique et scientifique (PTS) de la police locale peuvent s'étoffer.

Le travail des cinq laborantins se limite à des interventions de base sur des vols et des vols qualifiés dans des habitations, sous la direction opérationnelle du chef de labo de la PJF.

Diverses initiatives ont été prises en vue de compléter le cadre organique du labo de la PJF de Charleroi dans le courant du premier trimestre 2011.

Le projet de la zone de police de Charleroi d'investir dans le domaine de la PTS est antérieur au problème de capacité du labo de la PJF. Il ne s'agit pas d'un appui local au profit du fédéral, mais d'un partenariat local-fédéral afin de rendre un meilleur service à la population.

09.03 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Il se pose des questions au niveau des polices locales sur les moyens qui ne leur sont pas donnés, sur les missions supplémentaires qui leur sont confiées. D'où une certaine inquiétude de voir la police locale prendre en charge une mission relevant de la police fédérale.

Vous devez veiller à ce que la police judiciaire fédérale apporte l'appui qu'elle doit apporter aux polices locales et que les polices locales soient suffisamment financées pour les missions qui leur sont confiées.

L'incident est clos.

10 Question de M. Georges Gilkinet à la ministre de l'Intérieur sur "les contacts pris par le SPF Intérieur avec le service 100 de Namur, actuellement en grève" (n° 2955)

10.01 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): La semaine dernière, je vous invitais à expliquer aux travailleurs du service 100 de Namur les difficultés dans la négociation en cours au gouvernement et les perspectives de solution. Aujourd'hui, comme je l'avais senti, leur mouvement fait tache d'huile.

Comment la situation a-t-elle évolué depuis une semaine? Vos services ont-ils entrepris d'expliquer la situation aux travailleurs du central 100 et de tenter de les rassurer? D'autres services 100 menacent-ils encore de suivre le mouvement de protestation? Qu'allez-vous faire pour la concertation sociale avec eux?

10.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en français*): La grève du centre 100 de Namur a pour effet de suspendre la préparation à la migration. Les appels sont donc traités tout à fait normalement.

En ce qui concerne la situation dans les autres centres, mes services ont appris, hier, que les préposés des centres de Liège et de Mons avaient fait part de leur soutien à leurs collègues de Namur, mais sans plus.

Il est bien normal que les opérateurs communaux soient rassurés au plus vite sur leur avenir professionnel. C'est pourquoi mes services sont en contact régulier avec le chef du centre 100 de Namur.

Mon département a préparé les textes réglementaires pour transférer au fédéral les préposés communaux. Ce transfert doit se faire de la manière la plus harmonieuse possible. Ces textes sont soumis à la négociation politique.

Dès qu'un accord aura été trouvé, la négociation avec les syndicats débutera. Elle portera sur les modalités de ce transfert. Mes services organiseront alors une communication pour le personnel.

10.03 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Ma question est de savoir si, avant d'obtenir un accord au sein du gouvernement, ce qui sera difficile en cette période, il ne serait pas possible d'expliquer simplement la situation aux travailleurs. Vous pourriez débloquer la situation en posant un tel acte. Entamer le dialogue, c'est ça qui est demandé sur le terrain.

L'incident est clos.

Le **président**: Les questions n° 2917 de Mme De Bont, n°s 2943 et 2945 de Mme Galant et n° 2958 de M. Ducarme sont reportées.

La réunion publique de commission est levée à 15 h 42.

De behandeling van de vragen vangt aan om 14.29 uur. De vergadering wordt voorgezeten door de heer Ben Weyts.

De **voorzitter**: Vraag nr. 2602 van de heer Devin wordt uitgesteld.

01 Samengevoegde vragen van

- de heer **Éric Jadot** aan de minister van Binnenlandse Zaken over "het standpunt van het departement Binnenlandse Zaken over de invoering van gedoogzones voor straatprostitutie" (nr. 2778)
- de heer **Éric Jadot** aan de minister van Binnenlandse Zaken over "het politieoptreden tegen de straatprostitutie in de Luikse agglomeratie" (nr. 2779)

01.01 Éric Jadot (Ecolo-Groen!): Er bestaat zowel een vraag naar als een aanbod van seksuele diensten tegen betaling. Gemeentelijke overheden boeken echter geen vooruitgang in de aanpak van dit fenomeen. De zonale politie en de federale gerechtelijke politie treden thans elk op een andere manier tegen straatprostitutie op.

Wat is uw mening over de huidige aanpak van straatprostitutie en tippelen door het gerechtelijk apparaat? Welke politionele aanpak vloeit daaruit voort? Zijn er verschillen wat de aanpak betreft en zijn er misverstanden bij het optreden van de politiediensten?

Wat vindt u van de recurrente acties van de zonale politie te Luik tegen sekswerkers? Welk nut hebben dit soort acties als tippelen niet meer door het parket wordt vervolgd? Bent u voorstander van wetswijzigingen?

Wat is uw mening over het verband tussen verslaving en prostitutie? Is er inderdaad sprake van een correlatie tussen de sluiting van bordelen en clubs en een daling van de aan de drughandel gerelateerde criminaliteit? Is men van plan om een samenwerking op te zetten met de actoren die zorgen voor de opvang van verslaafden?

Wat vindt uw departement van de invoering van P-zones? Zou die aanpak, die in Nederland ontstaan is, aan de Belgische agglomeraties kunnen worden aangepast?

01.02 Minister Annemie Turtelboom (Frans): Deze aangelegenheden behoren tot de bevoegdheid van de gerechtelijke overheden en bijgevolg van de minister van Justitie.

01.03 Éric Jadot (Ecolo-Groen!): Mijn vraag had ook betrekking op de verhoudingen tussen de

politiediensten en de actie van de federale politie! Het ging om twee samengevoegde vragen.

01.04 Minister **Annemie Turtelboom** (*Frans*): Dit behoort tot de bevoegdheid van de parketten. Mijn administratie gaat hier dus niet over. Wij beschikken niet over de nodige informatie.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vraag nr. 2780 van de heer Jadot wordt omgezet in een schriftelijke vraag.

02 **Vraag van de heer Koenraad Degroote aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de lichamelijke fitheid van de politieambtenaren" (nr. 2897)**

02.01 **Koenraad Degroote** (N-VA): Na hun indienstneming worden politiemensen niet meer systematisch getest op hun lichamelijke fitheid.

Wordt hun fysieke paraatheid dan niet meer onderzocht? Worden concrete maatregelen genomen of overwogen om de fitheid te bevorderen? Overweegt de minister de invoering van een regelmatige objectieve controle? Zo ja, worden daaraan dan eventueel bepaalde consequenties verbonden?

02.02 Minister **Annemie Turtelboom** (*Nederlands*): Op vraag van de federale politie is in 2007 een wetenschappelijk onderzoek uitgevoerd om enerzijds het voorgestelde ontwerp van functioneel parcours uit te testen en anderzijds een normschaal te ontwikkelen voor het testen van de fysieke conditie van politieambtenaren, met het oog op het vastleggen van gestandaardiseerde normen. Sinds januari 2010 maakt het functioneel parcours deel uit van de rekruteringsprocedure van nieuwe kandidaten voor het operationele kader. Een werkgroep zal de resultaten daarvan binnenkort evalueren en dit parcours ook gebruiken om de fysieke conditie van dienstdoende politieambtenaren op te volgen. Ondertussen wordt de sportbeoefening op verschillende manieren gepromoot. Er is bovendien een procedure voor het testen van de lichamelijke geschiktheid, wanneer er in dat verband twijfels bestaan.

02.03 **Koenraad Degroote** (N-VA): Het lijkt me nuttig om de minimale fysieke vereisten te testen volgens functionaliteit.

Het incident is gesloten.

Voorzitter: Myriam Delacroix-Rolin.

03 **Samengevoegde vragen van**

- de heer Ben Weyts aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de klacht tegen commissaris-generaal Koekelberg over misbruik van politiegeld" (nr. 2898)
- de heer Peter Vanvelthoven aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de anonieme aantijgingen aan het adres van commissaris-generaal Koekelberg" (nr. 2960)
- de heer Servais Verherstraeten aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de anonieme klacht bij het Comité P tegen de commissaris-generaal van de federale politie" (nr. 2978)
- de heer Jean Marie Dedecker aan de minister van Binnenlandse Zaken over "het leiderschap van de commissaris-generaal van de politie en de nieuwe aantijgingen omtrent zijn manier van handelen als topman van de politie" (nr. 2980)

03.01 **Ben Weyts** (N-VA): In een anonieme brief aan het Comité P worden commissaris-generaal Koekelberg en zijn medewerkster, Sylvie Ricour, ervan beschuldigd politiegeld te hebben gebruikt voor persoonlijke aankopen, zoals Delvaux-tassen. Ook zouden er reizen naar Qatar zijn gemaakt in het kader van de kandidatuur van de heer Koekelberg als vicevoorzitter van het uitvoerend comité van Interpol.

Kan de minister duidelijkheid verschaffen over deze zaak?

De **voorzitter**: De heer Vanvelthoven is afwezig. Zijn vraag valt dus weg.

03.02 **Servais Verherstraeten** (CD&V): De minister zou ondertussen al een gesprek hebben gehad met commissaris-generaal Koekelberg.

Wat heeft dat opgeleverd? Heeft de minister al maatregelen genomen? Wat is de totale kostprijs van de negen reizen naar Qatar en van de diverse aankopen? Komt er een tuchtonderzoek? Zijn er deontologische regels voor het politiepersoneel met betrekking tot buitenlandse reizen en relatiegeschenken?

03.03 Jean Marie Dedecker (LDD): Het is niet de eerste keer dat commissaris-generaal Koekelberg in opspraak komt.

Is het deontologisch wel verantwoord dat mensen ter promotie van hun eigen carrière reisjes maken op kosten van de belastingbetaler en dan nog een hele lading relatiegeschenken meenemen?

De canapébenoemingen van de twee secretaresses van commissaris-generaal Koekelberg zijn ondertussen geregulariseerd. Ondertussen heeft hij aan het Grondwettelijk Hof ook gevraagd dat het CALog-personeel op hetzelfde niveau zou betaald worden als het politiepersoneel. Ik zou hierover graag meer uitleg krijgen.

03.04 Minister Annemie Turtelboom (Nederlands): De commissaris-generaal heeft mij zaterdagochtend zelf ingelicht over de reizen naar Qatar. Ik heb het Comité P onmiddellijk gevraagd een snel en grondig onderzoek te voeren, zodat de sereniteit aan de top van de politie vlug terugkeert. Het is immers belangrijk dat er snel duidelijkheid komt over de gegrondheid van de anonieme klacht en over het gevolg dat eraan kan worden gegeven. Ik wacht met het treffen van maatregelen tot ik het rapport van het Comité P in handen heb.

De commissaris-generaal werd maandag op mijn kabinet ontboden. Hij heeft mij bij die gelegenheid een kopie van de anonieme brief bezorgd en erover uitleg gegeven. Dinsdag heeft hij mij ook een rapport overhandigd waarin hij alle aanklachten weerlegt of uitlegt. Dit rapport wordt ook aan het Comité P bezorgd.

Voor zover ik weet is er geen sprake van nieuwe lopende zaken. Dat heeft de commissaris-generaal mij trouwens ook bevestigd.

Over de kandidatuur bij Interpol waren de twee voogdijministers en de minister van Buitenlandse Zaken ingelicht. Als een landgenoot met een functie bij de politie of bij Justitie een internationale functie ambieert die een hulp kan zijn voor de strijd tegen de grensoverschrijdende criminaliteit, dan is het de plicht van de politici om die kandidatuur te steunen. De functie is onbezoldigd en komt boven op de functie als commissaris-generaal.

De commissaris-generaal put zijn bevoegdheid voor de aanstellingsakten uit artikel 6 van het statuut. Hij verwijst ook naar het KB van 14 november 2006 over de organisatie van de federale politie en van 2 maart 2007 over de dienst van beleidsondersteuning. Het arrest van het Grondwettelijk Hof waaruit hij citeert is arrest nr. 82/2009. Hij vermeldt dat de betrokken personeelsleden zijn geslaagd voor de niveauproof. De akte gaat met terugwerkende kracht in werking op 1 oktober 2008.

Iemand met een topfunctie bij de politie heeft ook een verantwoordelijkheid ten opzichte van het imago van de politie. Als zo iemand in het nieuws komt met zaken die geen betrekking hebben op de politie, dan is dat een smet op het blazoen. Daarom moet er snel een rapport van het Comité P komen en heb ik de commissaris-generaal gevraagd een duidelijke deontologische code op te stellen in verband met dienstreizen.

03.05 Ben Weyts (N-VA): Het Comité P is niet gebonden aan een termijn en dat verontrust mij een beetje. Het is belangrijk dat er snel duidelijkheid komt.

Daarnaast vind ik dat de minister het belang van de functie van vicevoorzitter bij het uitvoerend comité van Interpol zwaar overdrijft. Dat comité komt drie keer per jaar samen. Dat is toch geen negen trips naar Qatar waard, met 750kilogram aan gadgets. Er is nood aan duidelijke algemene richtlijnen.

03.06 Servais Verherstraeten (CD&V): Er moet inderdaad snel een rapport komen. Ik hoop dat de onderzoekers van het Comité P en de betrokkenen de nodige sereniteit in acht houden.

Ik volg de minister als ze zegt dat wij Belgen moeten steunen als die een internationale functie kunnen bekleden die een meerwaarde inhoudt. Dat mag de prioritaire taak van de betrokkene natuurlijk niet in het

gedrang brengen.

Ik hoop dat de deontologische code verder zal strekken dan enkel de dienstreizen. Het moet een algemene code zijn.

03.07 Jean Marie Dedecker (LDD): Ik had graag geweten wat die bijna-verhuizing naar Qatar heeft gekost.

De minister pleit terecht voor sereniteit aan de politietop, maar die sereniteit is al een hele tijd zoek. Hoelang blijft de Koekelberg-soap nog voortduren? Normvervaging en graaicultuur blijven tieren. Krijgt de agent op straat wel dezelfde behandeling van het Comité P als de toplui? Zo heeft de heer Koekelberg documenten gekregen van het comité die anders niet gegeven worden.

Ik begrijp nog altijd niet goed hoe iemand van niveau D naar niveau A kan gaan. De benoeming van de secretaresses werd door toenmalig minister Dewael vernietigd. Dat mocht niet, dat moest gebeuren door de commissaris-generaal zelf. Enkel en alleen daarom heeft de Raad van State de betrokkenen in ere hersteld. Nu hoor ik dat dit zelfs retroactief is gebeurd. Ze kregen premies terug, met een terugwerkende kracht tot aan hun indienstneming, maar de examens vonden pas later plaats. Hoe kan iemand al worden betaald voor een functie als hij pas achteraf het juiste niveau behaalt? Dat vraagt een woordje uitleg.

03.08 Minister Annemie Turtelboom (Nederlands): Zodra ik de gegevens over de kostprijs heb, zal ik ze meedelen aan de commissie.

Ik heb nu een deontologische code specifiek voor dienstreizen gevraagd omdat daar nood aan blijkt te zijn. Er is al een algemene deontologische code voor politieagenten. Zo wordt bijvoorbeeld heel duidelijk gesteld welke bezigheden niet cumuleerbaar zijn met een politieambt.

De kandidaatstelling van een Belg voor een internationale functie kan een meerwaarde zijn voor de dienst waar hij werkt, zeker bij de politie, waar een internationaal netwerk zeer belangrijk is. Zo een kandidatuur verdient steun, maar natuurlijk moeten de kosten proportioneel blijven.

De retroactiviteit is gebaseerd op een arrest van het Grondwettelijk Hof van 2009.

Het incident is gesloten.

Voorzitter: Ben Weyts.

04 Vraag van de heer Olivier Deleuze aan de minister van Klimaat en Energie over "de veiligheidsinjectiekring van kerncentrales" (nr. 2827)

04.01 Olivier Deleuze (Ecolo-Groen!): Het elektriciteitsbedrijf EDF heeft onlangs ontdekt dat alle kernreactoren van 900 MWe in Frankrijk problemen vertonen ter hoogte van de kring voor de aanvoer van het noodkoelwater. Mocht die kring ooit gebruikt worden, dan zal het noodkoelwater niet goed in het primaire koelcircuit worden verspreid. Dat zou aanleiding kunnen geven tot problemen met de opwarming van de reactor.

Volgens mij lijken vijf van de zeven reactoren in België op de 34 Franse reactoren waar dat defect werd vastgesteld.

Werden de circuits voor de aanvoer van het noodkoelwater in de Belgische kerncentrales onderzocht? Wat waren de resultaten?

04.02 Minister Annemie Turtelboom (Frans): De anomalie waarvan u gewag maakt, is door de Franse nucleaire veiligheidsautoriteit geklasseerd in niveau 1 – het laagste niveau – van de INES-schaal (die 7 niveaus telt). De anomalie heeft betrekking op een meetonzekerheid voor de doorstroming, maar niet op een doorstromingsprobleem in het circuit voor de aanvoer van het noodkoelwater of de koeling van de reactor.

De Belgische situatie is a priori niet te vergelijken met die van de Franse PWR-reactoren. De instrumenten die moeten worden ingezet in geval van een incident, werden onderworpen aan kwalificatietests en worden

regelmatig gecontroleerd. Voorts zijn er studies gepubliceerd die bevestigen dat de meetonzekerheid voor die instrumenten verenigbaar is met de hypothesen waarop de ongevalstudies berusten.

Er wordt echter wel een uitvoerbaarheidsanalyse voor de Belgische centrales uitgevoerd. Dat gebeurt altijd als er op nationaal of internationaal niveau een mogelijk veiligheidsprobleem rijst.

Het FANC en zijn technische poot Bel V zijn dankzij een procedure voor het uitwisselen van ervaringen op internationaal vlak beide op de hoogte van de onregelmatigheid die zich in Frankrijk heeft voorgedaan. Het FANC en Bel V zullen de evaluatie van de Belgische exploitant bestuderen en wachten op de conclusies van de analyse in Frankrijk.

04.03 Olivier Deleuze (Ecolo-Groen!): Hebt u er een idee van wanneer de studies van het FANC en Bel V klaar zullen zijn?

04.04 Minister Annemie Turtelboom (Frans): Ik zal nadere inlichtingen inwinnen en u het antwoord via mail bezorgen.

Het incident is gesloten.

05 Vraag van de heer Jan Van Esbroeck aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de problematische rekrutering van vrijwilligers bij de brandweer" (nr. 2956)

05.01 Jan Van Esbroeck (N-VA): De rekrutering van vrijwillige brandweerlieden wordt steeds meer een probleem. Naar verluidt werd 1 miljoen euro uitgetrokken voor een nieuwe rekruteringscampagne in het najaar. Hopelijk zal dat enig soelaas bieden.

Hoeveel vrijwillige brandweerlieden zijn er te weinig in het hele land? Zijn de tekorten streekgebonden? Kan op korte termijn een aantal statutaire wijzigingen worden doorgevoerd om het statuut van vrijwillige brandweerman weer aantrekkelijk te maken?

05.02 Minister Annemie Turtelboom (Nederlands): Het is moeilijk het tekort te berekenen. De minimumnormen voor het aantal operationele brandweerlieden is bepaald bij KB. De gemeenten kunnen dat kader uitbreiden op basis van eigen risico's. Het zijn vooral de vrijwilligerskorpsen die niet aan de minimale normen voldoen, maar de tekorten zijn niet streekgebonden. De gemeenten slagen er blijkbaar niet altijd in om potentiële vrijwilligers te bereiken of te overtuigen. Daarom wil ik op nationaal niveau de brandweervrijwilliger in de schijnwerpers plaatsen. Er zal een overheidsopdracht worden uitgeschreven voor de uitwerking van het promotiemateriaal, waarmee de korpsen hun eigen rekruteringscampagne zullen kunnen opzetten. De campagnemiddelen worden ontworpen met het oog op langdurige en duurzame rekruteringscampagnes de volgende jaren. De vertegenwoordigers van de brandweerdiensten worden bij de voorbereiding hiervan betrokken.

De rechtspositie van de brandweervrijwilligers is slechts beperkt geregeld. Wij bereiden een uitgebreidere regeling voor, waardoor de rechten en de plichten van vrijwilligers duidelijker worden afgebakend, en dat in het raam van de hervorming van de Civiele Veiligheid. De relatie tussen de gemeenten en de werkgevers van de vrijwilliger brandweerlieden zal hierbij ook worden bekeken.

05.03 Jan Van Esbroeck (N-VA): De gemeenten kunnen het minimumaantal vrijwilligers dus wel uitbreiden op basis van de eigen risico's, maar niet verminderen?

05.04 Minister Annemie Turtelboom (Nederlands): Dat klopt. Er zijn gemeenten die het minimumaantal niet halen, maar dat is niet streekgebonden. Waar er een tekort is, is dat vaak gekoppeld aan de dynamiek van het korps en aan de lokale mogelijkheden om vrijwilligers te rekruteren. Waar er veel lokale tewerkstelling bestaat is het vaak gemakkelijker dan waar iedereen ver van zijn woonplaats gaat werken.

Het incident is gesloten.

06 Vraag van de heer Theo Francken aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de brandstichting in het asielcentrum 127bis" (nr. 2915)

06.01 Theo Francken (N-VA): De afgelopen dagen waren er incidenten in alle van de vier gesloten instellingen, waarvan de zwaarste in Steenokkerzeel plaatsvonden. De betogers aan de poorten van de gesloten centra zijn afkomstig uit de extreemlinkse anarchistische groepering No Border Network, die kost wat kost het opengrenzenbeleid wil realiseren.

Bestaat het gevaar dat de actievoerders opnieuw zullen toeslaan? Zij zijn alvast geslaagd in hun opzet, want ze hebben een Algerijn helpen ontsnappen en het centrum is kort en klein geslagen. Werden de actievoerders geïdentificeerd en aangehouden? Waren ze reeds eerder bij incidenten betrokken? Waren de politie- en veiligheidsdiensten op de hoogte van de telefonische contacten tussen de actievoerders en de asielzoekers? Welke richtlijnen heeft de minister aan de politie- of veiligheidsdiensten gegeven om zulke acties in de toekomst te vermijden? Zal er overlegd worden tussen politie en Staatsveiligheid?

06.02 Minister Annemie Turtelboom (Nederlands): Er werden geen actievoerders geïdentificeerd of aangehouden, vermits ze niet over de omheining van het gesloten centrum zijn geklommen. De lokale politie was aanwezig. De politie heeft geen kennis over telefonische contacten. Er is mogelijk een verband tussen de actie en de rellen binnen in het centrum, maar dat kan niet worden aangetoond. Als de Dienst Vreemdelingenzaken of het personeel van het centrum daarvan wel bewijzen zou hebben, dan kan de politie dat onderzoeken.

Het interventiekorps van de federale politie werd ingeschakeld om de orde in het centrum te herstellen. De toelating om te betogen wordt altijd door de burgemeester verleend en is gebaseerd op een evenwicht tussen vrijheid van meningsuiting enerzijds en openbare veiligheid anderzijds.

06.03 Theo Francken (N-VA): In de pers werd gezegd dat er actievoerders in het centrum zijn geraakt, maar dat blijkt dus niet te kloppen.

Het incident is gesloten.

07 Vraag van mevrouw Zoé Genot aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de elektronische stemming en het prototype dat met het oog op de volgende gemeenteraadsverkiezingen in 2012 werd gekozen" (nr. 2949)

07.01 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): In een Belga-telex van 11 februari lees ik dat de overheidsopdracht voor de ontwikkeling van een nieuw elektronisch stelsysteem op 1 februari jongstleden door de federale regering van lopende zaken werd toegekend. Dat prototype zal worden aangenomen indien de tests een positief resultaat opleveren.

Op grond van welke criteria werd er voor dat prototype geopteerd? Hoeveel zal het kosten? Hoe zal dat systeem garanderen dat de democratische controle op de stemming effectief en doeltreffend kan worden uitgevoerd? Hoe kan men verzekeren dat de stemming geheim blijft? Zal het Parlement betrokken worden bij de evaluatie van het prototype na de tests? Welke deelgebieden zijn erin geïnteresseerd?

07.02 Minister Annemie Turtelboom (Frans): Van mei tot juni 2008 heeft er in het federaal Parlement een debat plaatsgevonden over de toekomst van de elektronische stemming in België. Na afloop van dat debat heeft het Parlement een resolutie goedgekeurd waarin de regering werd verzocht een experiment met een verbeterd elektronisch stelsysteem te organiseren. Vervolgens heeft de Ministerraad van 25 juli 2008 de minister van Binnenlandse Zaken ermee belast om, samen met de Gewesten die dat wilden, een samenwerkingsakkoord te ondertekenen dat voorzag in het uitschrijven van een overheidsopdracht in dat verband.

Oorspronkelijk had alleen het Vlaams Gewest dat akkoord ondertekend. Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest heeft ons onlangs laten weten dat het dat akkoord mee wil ondertekenen.

Op 1 februari 2011 werd de opdracht toegewezen aan de firma Smartmatic, die over een termijn van zestig dagen beschikt om een prototype te ontwikkelen.

De identiteit van de kiezer zal op geen enkel moment door het systeem worden geregistreerd, zodat het

geheim van de stemming wordt gegarandeerd.

Zodra het prototype klaar is, zullen de federale overheid en de Gewesten het systeem gedurende een maand kunnen testen en verbeteringen kunnen voorstellen. De betrokken parlementen zullen daarbij worden betrokken.

Als de evaluatie afdoend is, zal het nieuwe elektronische stelsysteem worden voorgesteld aan de Gewesten en aan de geïnteresseerde gemeenten. Dan zal de kostprijs van het nieuwe systeem kunnen worden geraamd. Het Waals Gewest zal het akkoord vervolgens mee kunnen ondertekenen.

07.03 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): Ik heb u gevraagd hoeveel de exacte kostprijs bedraagt, en u antwoordt me dat die pas zal kunnen worden geëvalueerd na die fase. Ik hoop dat men daar toch enig idee van heeft. Zo niet zou deze manier van werken zeer verontrustend zijn.

07.04 Minister Annemie Turtelboom (*Frans*): Het budget voor de ontwikkelingskosten is bekend. Ik zal u in een schriftelijk antwoord alle details bezorgen. Om evenwel een precies idee te hebben van de uiteindelijke kostprijs, moet ik weten welke gemeenten er aan het project zullen deelnemen.

07.05 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): Deze reflectie omvat twee belangrijke elementen. Ten eerste is er de kwestie van de democratische controle. Ten tweede is er de kwestie van de kostprijs.

Het incident is gesloten.

08 Vraag van de heer Jan Van Esbroeck aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de taalproblemen bij de hulpdiensten" (nr. 2977)

08.01 Jan Van Esbroeck (N-VA): Het personeel van de Leuvense 100-centrale voert al enkele weken stiptheidacties, onder meer om een tweetaligheidspremie te bekomen. Het personeel is wettelijk niet verplicht om Frans te kennen, maar een gebrek aan kennis van de tweede landstaal bij hulpdiensten kan tot levensbedreigende situaties leiden.

Er zijn trouwens heel wat diensten die wel tweetalig horen te zijn en die daarvoor een premie ontvangen, maar waar men in de praktijk niet steeds terecht kan in de twee talen.

Welke initiatieven wil de minister nemen om tegemoet te komen aan de terechte vraag van het personeel? Hoe wil men de talenkennis bij de hulpdiensten bevorderen?

08.02 Minister Annemie Turtelboom (*Nederlands*): Het aangesteld personeel werd steeds gemeentelijk aangeworven. De gemeente is gebonden door de taalwetgeving op gemeentelijk niveau. Er worden stappen ondernomen voor een federalisering van dat aangesteld personeel, maar ook daar zorgen de lopende zaken voor vertraging. Zodra die mensen federaal zijn, kunnen ze deelnemen aan het taalexamen en een tweetaligheidspremie ontvangen.

Bij de 100-centrales zijn er soms ook brandweermensen die gemeentelijk aangesteld zijn, met dezelfde problemen dus.

Vorige week bespraken we in de plenaire vergadering de kaderwet 112: oproepen kunnen dan in de drie landstalen plus het Engels ontvangen worden. Mijn diensten onderzoeken welke middelen daarvoor nodig zijn.

08.03 Jan Van Esbroeck (N-VA): We moeten iets trachten te doen aan de zorgen van de hulpverleners en brandweerlui.

Het incident is gesloten.

09 Vraag van de heer Georges Gilkinet aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de opdrachten van technische en wetenschappelijke politie die aan de lokale politie te Charleroi worden gegeven" (nr. 2954)

09.01 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Volgens *La Nouvelle Gazette* van maandag 7 februari 2011 zouden vijf leden van de lokale politie te Charleroi een opleiding gevolgd hebben om een beperkt aantal taken van de technische en wetenschappelijke politie (TWP) uit te voeren. In die gevallen zouden ze dan de federale gerechtelijke politie vervangen. Hun takenpakket zou mogelijk nog uitgebreid worden, zodra ze ervaring hebben opgedaan.

De lokale politie zou ingegaan zijn op een verzoek van de procureur des Konings te Charleroi, die had vastgesteld dat het laboratorium van de TWP van de federale gerechtelijke politie in Charleroi met een ernstig personeelstekort kampt.

Vindt u het gepast dat de politie van Charleroi die met een personeelstekort kampt en van de federale overheid bijkomende middelen eist, taken moet uitvoeren van de federale gerechtelijke politie, zelfs al gaat dat ten koste van de uitvoering van haar kerntaken? Zullen die nieuwe taken door de federale overheid gefinancierd worden?

Hoe zullen de technopreventieve taken van de vijf leden van de lokale politie die werden opgeleid om TWP-taken uit te voeren, aansluiten bij het werk van technopreventieadviseurs van dezelfde politiezone? Mogen we besluiten dat dit initiatief niet in de tijd beperkt is?

Zal er op korte of middellange termijn iets gedaan worden aan het personeelstekort bij de technische en wetenschappelijke politie van de federale gerechtelijke politie, of valt er te vrezen dat dit probleem zal worden opgelost door nieuwe taken toe te wijzen aan de lokale politie, die er dan bovendien de kosten van zal moeten dragen?

Terwijl het de taak is van de federale politie om steun te verlenen aan de lokale politie, gebeurt in dit geval net het omgekeerde. Ontstaat er aldus niet het gevaar dat de lokale politie het met nog minder middelen moet stellen en dat de geïntegreerde werking van de politie wordt ondermijnd?

09.02 Minister Annemie Turtelboom (Frans): Er werd in geen enkele specifieke federale financiering voorzien ter ondersteuning van de politiezone, behalve dat de middelen van het labo van de federale gerechtelijke politie (FGP) van Charleroi ter beschikking worden gesteld van de vijf collega's van de politiezone. Deze laatsten worden niet enkel fysiek ondergebracht in de lokalen van de FGP. Om hun opdrachten te vervullen, beschikken ze ook over voertuigen, gsm's en materiaal van de federale politie.

Het komt de overheid van de politiezone van Charleroi toe te beslissen of de opdrachten van technische en wetenschappelijke politie (TWP) van de lokale politie uitgebreid kunnen worden.

Het werk van de vijf laboranten beperkt zich tot basistaken bij diefstallen en gekwalificeerde diefstallen in woningen onder de operationele leiding van de labochef van de FGP.

Er werden diverse initiatieven genomen om het organiek kader van het labo van de FGP van Charleroi in de loop van het eerste kwartaal van 2011 aan te vullen.

Het plan van de politiezone van Charleroi om in de TWP te investeren, dateert van vóór het ontstaan van het capaciteitsprobleem bij het labo van de FGP. Het gaat niet om een lokale ondersteuning ten gunste van de federale politie maar om een samenwerking tussen de lokale en de federale politie teneinde een betere dienstverlening aan de bevolking te kunnen bieden.

09.03 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Bij de lokale politiediensten rijzen er vragen over de middelen die ze niet krijgen en over de bijkomende opdrachten waarmee ze worden belast. Ze zijn er dan ook enigszins beducht voor dat de lokale politie een opdracht van de federale politie zou moeten vervullen.

U moet erop toezien dat de federale gerechtelijke politie de lokale politie ondersteunt zoals het hoort en dat de lokale politiediensten een toereikende financiering krijgen voor de opdrachten die ze moeten uitvoeren.

Het incident is gesloten.

10 Vraag van de heer Georges Gilkinet aan de minister van Binnenlandse Zaken over "het initiatief van de FOD Binnenlandse Zaken tot een gesprek met de dienst 100 te Namen, waar er thans wordt gestaakt" (nr. 2955)

10.01 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Vorige week vroeg ik u de werknemers van de dienst 100 te Namen uitleg te verschaffen over de moeizame onderhandelingen in de regering en de mogelijke vooruitzichten op een oplossing. Zoals ik had voorspeld, krijgt hun actie thans navolging.

Hoe is de toestand de jongste week geëvolueerd? Hebben uw diensten de situatie aan de werknemers van de 100-centrale uitgelegd en geprobeerd hen gerust te stellen? Dreigen nog andere diensten 100 ermee om zich bij de protestactie aan te sluiten? Hoe zal u het sociaal overleg met die diensten aanvatten?

10.02 Minister Annemie Turtelboom (*Frans*): Door de staking in het 100-centrum te Namen wordt de voorbereiding van de migratie opgeschort. De oproepen worden dus op een normale manier behandeld.

Wat de situatie in de andere centra betreft, hebben mijn diensten gisteren vernomen dat de medewerkers in de centra te Luik en Bergen hun collega's te Namen enkel hun steun hebben betuigd.

Het is logisch dat de gemeentelijke operatoren zo snel mogelijk duidelijkheid moeten krijgen over hun professionele toekomst. Daarom hebben mijn diensten regelmatig contact met het hoofd van het 100-centrum te Namen.

Mijn departement heeft de regelgevende teksten voorbereid op grond waarvan de gemeentelijke operatoren naar het federale niveau kunnen worden overgeheveld. Die overheveling moet zo harmonieus mogelijk gebeuren. Die teksten zullen aanleiding geven tot politieke onderhandelingen.

Zodra er een akkoord is, zal het overleg met de vakbonden van start gaan. Het zal handelen over de modaliteiten van deze overdracht. Mijn diensten zullen vervolgens het personeel informeren.

10.03 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Kan men vooraleer er in de regering een akkoord wordt bereikt, wat in deze periode moeilijk zal zijn, de situatie niet gewoonweg uitleggen aan de werknemers? U zou de situatie daarmee kunnen deblokkeren. De mensen in het veld willen dat er een dialoog op gang komt.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: De vragen nr. 2917 van mevrouw De Bont, nrs 2943 en 2945 van mevrouw Galant en nr. 2958 van de heer Ducarme zijn uitgesteld.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 15.42 uur.